

moins dix qui ont échoué. Une gestion professionnelle s'impose de plus en plus et la nostalgie du bon vieux temps perpétue un mythe dont les industries canadiennes pourront un jour souffrir gravement, s'il persiste.

Je doute que les nouveaux impôts sur les biens transmis par décès entraînent la vente d'autres entreprises familiales. On continuera, j'espère, à vendre ces entreprises lorsque la génération montante n'a pas le dynamisme, l'intérêt ou l'habileté voulus pour les maintenir en plein essor. Il y a beaucoup de dollars canadiens à placer, d'après le relevé de l'Université d'York, mais même des dollars étrangers et une direction dynamique sont de beaucoup préférables à une médiocrité indigène et héritée.

La période des versements permet de disposer de l'héritage équitablement et de faire les transactions souhaitables. La vente ne sera pas forcée parce que bien des gens se cherchent des entreprises aujourd'hui. On a, en outre, parlé de tuer l'initiative. Les personnes qui sont censées être touchées par les impôts les plus élevés n'en sont d'habitude plus au stade où l'argent est leur seul but. L'argent, le bilan qui marque des bénéfices, est la preuve du succès. Mais ces hommes cherchent le défi, les réalisations, même le pouvoir—pouvoir qui, à mon avis, doit être employé avec circonspection et à des fins constructives. Les hommes dynamiques, les chefs, les entrepreneurs, les hommes qui donnent à notre société son dynamisme et ses moyens de financement, sont motivés par bien des choses. L'argent n'en est qu'une. A un certain niveau de réussite, sa valeur ne sert qu'à mesurer le succès ou à en réaliser de plus grands. La plupart des hommes, dit-on, sont les ouvriers de leur fortune, mais seuls l'admettent ceux qui ont réussi. Je ne suis pas sûr que cet adage soit toujours vrai.

• (3.50 p.m.)

Mes collègues du NPD n'ont pas su reconnaître la valeur de cette méthode et la nécessité d'une estimation réaliste de la réussite. Ils ont tendance à considérer le profit comme immoral, alors que la véritable immoralité, c'est l'absence de profit, car c'est bien le profit qui rend possible les investissements, la hausse des salaires, la recherche et la fiscalité. Ce qui est vraiment immoral, c'est le mauvais usage du profit ou son acquisition par des moyens malhonnêtes. Ce genre d'immoralité est presque aussi grave que sa tolérance et l'encouragement qu'elle reçoit de certains, y compris le gouvernement.

Le débat actuel est des plus intéressants, car il concerne les problèmes de la réussite et de l'abondance. Il y a maintenant des gens qui disposent de biens suffisants pour s'inquiéter de leurs successions, encore que leurs

soucis soient souvent injustifiés. Ne sommes-nous pas beaucoup plus heureux d'avoir à résoudre ces problèmes plutôt que ceux que pose le marasme. Il y a certes des zones et des secteurs honteusement négligées qui méritent des efforts beaucoup plus importants mais, dans l'ensemble, nous vivons mieux que jamais.

Nos problèmes concernent l'établissement de priorités pour nos besoins que nous tenions pour des objets de luxe il y a quelques années. La plupart des gens ne s'inquiètent pas aujourd'hui de la difficulté d'acheter une voiture, mais en réalité de son coût et, de plus en plus souvent, du nombre de voitures. Bien des gens se demandent s'ils doivent acheter une télévision en couleur ou un deuxième poste en noir et blanc pour la salle de séjour ou pour la chambre à coucher, ou bien un nouveau hors-bord ou une autoneige. Tel n'est pas le cas pour l'ensemble de notre population mais pour un vaste secteur qui continue de s'accroître.

Nous avons tellement d'atouts dans notre pays que nous devrions nous compter heureux. Il y a certes des problèmes que nous devons traiter fermement. Certains d'entre eux seront résolus, d'autres ne le seront pas, mais la solution des premiers en créera de nouveaux auxquels nous n'avions jamais songé. Mais nous risquons d'oublier notre objectif. En criant à la ruine et au malheur chaque fois que nous prenons une mesure progressiste, comme nous le faisons aujourd'hui en modernisant et en humanisant notre législation successorale—changements que j'appuie avec beaucoup d'enthousiasme—on frise la démence, tout comme en qualifiant cette mesure de socialiste ou de néo-communiste. Une telle attitude m'inquiète énormément. Certains de mes amis, parmi les vis-à-vis, sont en train d'attirer cette hystérie. Je crains qu'ils ne se retrouvent coincés par leur faute dans une voie sans issue, et c'est peut-être une bonne chose.

Nous devons avoir des gens capables de remplacer valablement les membres du gouvernement, et en encourageant cette hystérie et cette quasi-folie, les députés ne se révèlent pas être des remplaçants valables. Au contraire, ils courent le risque d'affaiblir la crédibilité de l'opposition. Je pense que c'est dommage car dans 15 ou 20 ans, les Canadiens voudront peut-être changer de gouvernement. Ceux qui voudront diriger le pays auront peut-être perdu le sens des responsabilités. Je ne dis pas que cela est déjà arrivé, je dis que cela peut se produire. Merci, monsieur l'Orateur.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances (M. Benson) a clairement précisé que la mesure à l'étude n'avait pas pour but